

27 JUIN 2000

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
A LA RECETTE DE THOUARS

le 11 mai 2000
F° ... 41 ... Bord. 126/2...

CESSION DE PARTS SOCIALES

REÇU [- DT DE TIMBRE 60 f x 4 x 72 = 860 f
- DTS D'ENREGT 22 895 f
Vingt deux mille huit cent quatre-vingt-neuf francs
Signature : Vingt six mille francs

Catherine SOULIGNARD

Contrôleur Principal

- **Madame Christelle LACOMA née GORON** épouse de Monsieur Dominique LACOMA avec lequel elle demeure à THOUARS (79100) – Rue Voltaire

Née le 6 janvier 1969 à PROVINS (77)
De nationalité française

Monsieur et Madame LACOMA-GORON sont mariés sous le régime de la participation aux acquêts, aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître MOREAU, notaire à AIRVAULT (79) le 7 mai 1999 préalablement à leur union célébrée à la Mairie de THOUARS (79) le 15 mai 1999 ; sans modification depuis.

- **Monsieur Jean-Claude BONNAUD**, époux de Madame Françoise FRAGNE, avec laquelle il demeure à VILLEFAGNAN (16240) – Longré

Né le 6 avril 1935 à VILLEFAGNAN (16)
De nationalité française

Monsieur et Madame BONNAUD-FRAGNE sont mariés sous l'ancien régime légal de la communauté de meubles et acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de LONGRE (16) le 30 septembre 1958 ; sans modification depuis.

Ci-après dénommés "les cédants",

D'UNE PART,

ET :

- **Monsieur Eric Jean-Louis BONNAUD**, époux de Madame Sylvie COCQUEMPOT, avec laquelle il demeure à THOUARS (79100) – 3 rue Lamartine

Né le 27 août 1962 à RUFFEC
De nationalité française

Monsieur et Madame BONNAUD-COCQUEMPOT sont mariés sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de LONGRE (16) le 23 juillet 1983 ; sans modification depuis.

Ci-après dénommé "le cessionnaire",

D'AUTRE PART,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

EXPOSE

Aux termes d'un acte reçu par Maître PITEAULT, notaire à THOUARS le 14 juin 1976, il existe une société à responsabilité limitée dénommée **AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS - A.R.T.**, au capital de 50 000 Francs, divisé en 500 parts de 100 Francs chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 89 avenue Emile Zola, 79100 THOUARS, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BRESSUIRE sous le numéro B 307 012 716.

La société AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS - A.R.T. a pour objet principal : le transport de toutes personnes malades ou non, adultes et enfants, par ambulances et autres véhicules agréés par les services compétents, ainsi que le transport funéraire.

Suite à diverses cessions de parts, le capital social se trouve réparti de la manière suivante :

Monsieur Jean-Claude BONNAUD.....	1 part
Monsieur Eric BONNAUD.....	125 parts
Madame Sylvie BONNAUD	125 parts.
Monsieur Steve NORMAND	125 parts.
Madame Christelle LACOMA.....	<u>124 parts.</u>
TOTAL	500 parts

Madame Christelle LACOMA, cédante, possède 124 parts sociales de 100 Francs chacune qu'elle a acquises au moyen de deniers lui appartenant en propre de Monsieur Xavier BURVINGT aux termes d'un acte sous seings privés en date à THOUARS du 8 juin 1998, enregistré à THOUARS, le 10 juin 1998.

Monsieur Jean-Claude BONNAUD, cédant, possède 1 part sociale de 100 Francs chacune qu'il a acquise au moyen de deniers lui appartenant en propre de Madame Christiane FRADON aux termes d'un acte sous seings privés en date à THOUARS du 8 juin 1998, enregistré à THOUARS, le 10 juin 1998.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – PREMIERE CESSION

Par les présentes Madame Christelle LACOMA née GORON cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Eric BONNAUD qui accepte, CENT VINGT QUATRE (124) parts sociales de 100 Francs lui appartenant dans la Société, moyennant le prix de TROIS MILLE HUIT CENT SEIZE Francs (3 816 F) la part, soit QUATRE CENT SOIXANTE TREIZE MILLE CENT QUATRE VINGT QUATRE Francs (473 184 F) que Monsieur Eric BONNAUD a payé à la cédante qui lui en consent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE

ARTICLE 2 – DEUXIEME CESSION

Par les présentes, Monsieur Jean-Claude BONNAUD cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Eric BONNAUD qui accepte, UNE (1) part sociale de 100 Francs lui appartenant dans la Société, moyennant le prix de TROIS MILLE HUIT CENT SEIZE Francs (3 816 F) que Monsieur Eric BONNAUD a payé au cédant qui lui en consent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE

ARTICLE 3 – PROPRIETE – JOUISSANCE

Monsieur Eric BONNAUD devient propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

ARTICLE 4 - DECLARATIONS DES CEDANTS ET DU CESSIONNAIRE

Les cédants déclarent :

- qu'ils ont acquis les parts sociales, objet des présentes cessions, au moyen de biens propres
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

Le cessionnaire déclare :

- que les parts sont acquises au moyen de biens communs et que Sylvie COCQUEMPOT, son conjoint commun en biens a été préalablement avertie.

Madame Sylvie COCQUEMPOT intervient à l'acte et déclare ne pas avoir l'intention de revendiquer la qualité d'associé.

- qu'il est de nationalité Française,

Les cédants et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

ARTICLE 5 - AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 11 des statuts, cette cession, bien que réalisée entre associés, est soumise à l'agrément des associés.

SCJ L.C. 
8B

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 2 mai 2000, la collectivité des associés a autorisé la présente cession à Monsieur Eric BONNAUD, leur coassocié, et a modifié, sous la condition suspensive du présent acte, l'article 7 des statuts.

ARTICLE 6 – CLAUSE DE GARANTIE DU FAIT PERSONNEL

Comme conséquence de la cession de leurs parts sociales, les cédants s'interdisent expressément d'entreprendre personnellement ou par personne interposée, et notamment par l'intermédiaire de leur conjoint, toute activité susceptible de concurrencer la société « AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS – ART » comme de diriger, administrer ou participer de quelque manière que ce soit à toute entreprise ou société concurrente, et ceci pendant un délai de 10 ans à compter de ce jour, à peine de tous dommages et intérêts et sans préjudice du droit de faire cesser toutes infractions à cette interdiction.

Cette interdiction est toutefois limitée à un rayon géographique de 30 kilomètres à vol d'oiseau du siège de la société.

Toutefois, l'interdiction d'exercer en qualité de salariée d'une société concurrente est limitée à un délai de trois ans à compter de ce jour.

ARTICLE 7 - DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la société AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS - A.R.T. est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

ARTICLE 8 - FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige, à l'exception des frais liés à la modification des statuts qui seront supportée par la société.

Fait à THOUARS
Le 2 mai 2000
En sept originaux

Les cédants

Sylvie LACOMA, née GORON

Jean-Claude BONNAUD

Le cessionnaire

Eric BONNAUD et Sylvie BONNAUD

AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS - A.R.T.
Société à Responsabilité Limitée au capital de 15 000 Euros
Siège Social : 89 avenue Emile Zola 79100 THOUARS
RCS BRESSUIRE B 307 012 716

PROCES-VERBAL DE LA DECISION
DE LA GERANCE
DU...17...juin...2000

L'an deux mil,

Le dix sept Juin

Au siège social,

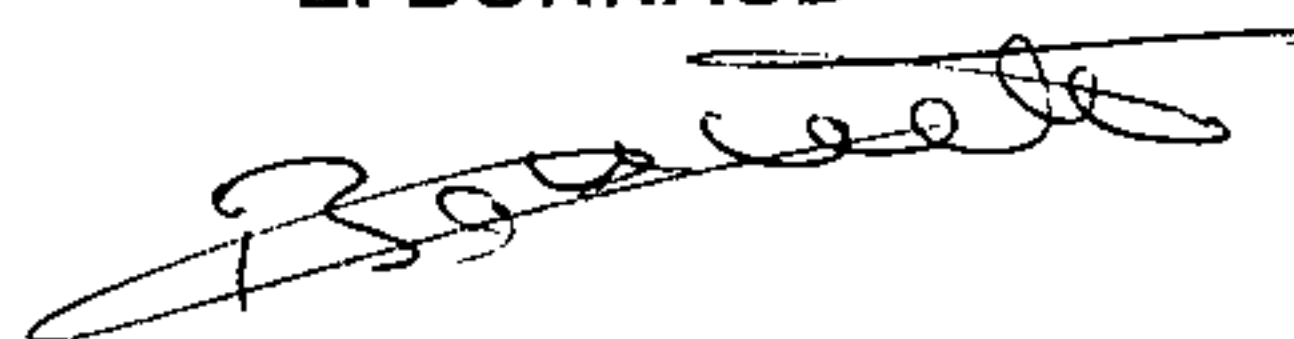
Le soussigné **Eric BONNAUD**, gérant de la **Société AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS - A.R.T.**, société à responsabilité limitée au capital de 15 000 Euros, divisé en 1 500 parts sociales, rappelle que :

- aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 2 mai 2000, la collectivité des associés a autorisé les cessions :
 - par Madame Christelle LACOMA née GORON à Monsieur Eric BONNAUD de CENT VINGT QUATRE (124) parts sociales lui appartenant dans la Société,
 - par Monsieur Jean-Claude BONNAUD à Monsieur Eric BONNAUD de UNE (1) part sociale lui appartenant dans la Société,
- ladite collectivité a décidé, comme conséquence de cette autorisation et sous réserve de la réalisation de ces cessions, que l'article 7 des statuts serait de plein droit modifié à compter du jour de la signification dudit acte à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte de cessions au siège social.
- suivant acte sous seings privés en date à THOUARS du 2 mai 2000, enregistré à THOUARS le .11..mai..2000 :
 - Madame Christelle LACOMA née GORON a cédé à Monsieur Eric BONNAUD CENT VINGT QUATRE (124) parts sociales de 100 Francs chacune lui appartenant dans la Société,
 - Monsieur Jean-Claude BONNAUD a cédé à Monsieur Eric BONNAUD, UNE (1) part sociale de 100 Francs chacune lui appartenant dans la Société,
- un original de l'acte de cessions a été déposé au siège social le ...11...mai...2000 contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Ces déclarations faites, il constate que la modification statutaire susvisée est devenue définitive à la date prévue, soit le ..11.. mai.. 2000, jour du dépôt de l'acte au siège social.

De tout ce que dessus, le gérant a dressé le présent procès-verbal qu'il a signé après lecture.

E. BONNAUD

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'E. Bonnaud', written over a horizontal line.

AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS - A.R.T.
Société à Responsabilité Limitée au capital de 15 000 Euros
Siège Social : 89 avenue Emile Zola 79100 THOUARS
RCS BRESSUIRE B 307 012 716

PROCES-VERBAL DE LA DECISION
DE LA GERANCE
DU...17...juin..2000

L'an deux mil,

Le dix-sept juin

Au siège social,

Le soussigné **Eric BONNAUD**, gérant de la **Société AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS - A.R.T.**, société à responsabilité limitée au capital de 15 000 Euros, divisé en 1 500 parts sociales, rappelle et constate ce qui suit :

- Par délibération en date du 2 mai 2000, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé de réduire le capital social de 20 000 Euros à 15 000 Euros par voie de rachat de 500 parts de 10 Euros chacune.
- Au cours de la même délibération, Monsieur Stève NORMAND propriétaire de 500 parts a offert la vente de la totalité de ses parts. Monsieur et Madame BONNAUD, associés, ont renoncé à la faculté d'offrir leurs parts à la vente.

Le nombre total des parts ainsi offertes, soit 500 étant égal au nombre de parts dont l'assemblée avait décidé le rachat, il a été donné satisfaction à l'offre de Monsieur NORMAND.

En conséquence des rachats intervenus dans les conditions ci-dessus : les 500 parts rachetées sont annulées.

- Le procès-verbal constatant lesdites autorisation et décision a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de BRESSUIRE le 17 mai 2000

Le gérant constate que :

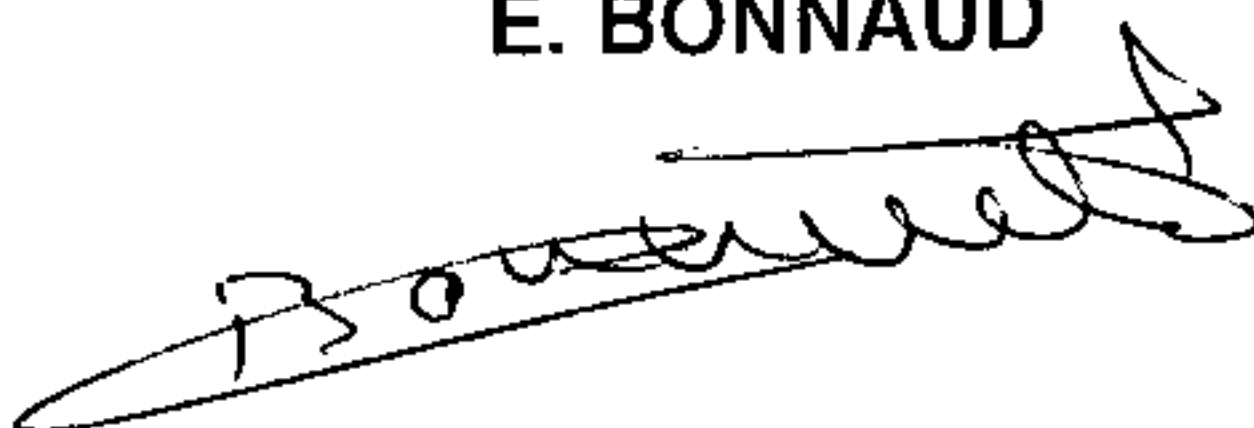
- à la date du 17 juin 2000 soit à l'expiration du délai d'un mois fixé à l'article 49 du décret du 23 mars 1967, aucune assignation formant opposition n'a été signifiée à la Société ;

- en conséquence, la réduction du capital est définitivement réalisée à cette même date du 17 juin 00, ainsi que la modification corrélative des statuts.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, le gérant a dressé le présent procès-verbal qu'il a signé après lecture.

E. BONNAUD



D J L. CATA	
VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ	
A LA RECETTE DE THOUARS	
le	21/06/2000
F°	42 Bord. 154/1
REÇU	[- D ^r DE TIMBRE 20 F x 2 x 42 / 60 F - D ^{ts} D'ENREG ^t 328 F
Trois cent vingt huit francs	
Signature :	
G. GNAUD	

AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS

A.R.T.

Société à Responsabilité Limitée

au capital de 15 000 €uros

Siège Social : 89 avenue Emile Zola – 79100 THOUARS

R.C.S. BRESSUIRE B 307 012 716



STATUTS

Mis à jour suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire

en date du 2 mai 2000

AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS - A.R.T.
Société à responsabilité limitée au capital de 15 000 Euros
Siège social : 89 avenue Emile Zola - 79100 THOUARS
R.C.S. BRESSUIRE B 307 012 716

STATUTS

Les présents statuts ont fait l'objet d'une refonte totale et intégrale décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 2 mai 2000 afin que les statuts de la Société soient mis en harmonie avec les textes législatifs ou réglementaires qui ont modifié les textes applicables aux Société à Responsabilité Limitée depuis le 12 août 1976, date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

L'activité de taxi, le transport de toutes personnes malades ou non, adultes et enfants, par ambulances et autres véhicules agréés par les services compétents, ainsi que :

- Le transport funéraire, l'organisation des obsèques et la thanatopraxie, le tout selon la réglementation en vigueur,
- La vente et la fourniture de tous articles funéraires,
- La location de véhicules sans chauffeur de moins de 3,5 tonnes neuf ou d'occasion,
- Le service de messageries et le transport rapide de tout frêt léger,
- La commercialisation de tout matériel médical,
- La propriété de tous véhicules nécessaires aux activités ci-dessus,

Le tout sur le territoire national ou de la communauté européenne.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'extension et le développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS et par abréviation A.R.T.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 89 avenue Emile Zola, 79100 THOUARS.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à QUARANTE années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté, à la constitution de la société, les sommes suivantes :

- Monsieur SARRAZIN	5 000 F
- Monsieur BAILLARGEAU	5 000 F
- Monsieur PARENT.....	5 000 F
- Monsieur GOUSSE.....	<u>5 000 F</u>
TOTAL.....	20 000 F

1. Suivant acte reçu par Me PITEAULT, le 10 mars 1978, Monsieur BAILLARGEAU a cédé à :

- Monsieur SARRAZIN, 25 parts sociales qu'il possédait dans ladite société, portant les numéros 51 à 75.
 - Monsieur GOUSSE, 25 parts sociales qu'il possédait également dans ladite société, portant les numéros 76 à 100.
- Cette cession a eu lieu moyennant un prix principal de 90 000 Francs payé comptant s'appliquant savoir :
- à concurrence de 45 000 F aux parts cédées à Monsieur SARRAZIN
 - à concurrence de 45 000 F aux parts cédées à Monsieur GOUSSE

2. Aux termes d'un acte reçu par Me Michel PITEAULT, notaire associé à THOUARS, en date du 13 décembre 1978, contenant procès-verbal de délibération de la SARL AMBULANCIERS REUNIS DU THOUARSAIS, il a été décidé entre les associés de procéder à l'augmentation de capital de la Société, à concurrence d'une somme de TRENTE MILLE Francs (30 000 F) par la création de trois cents parts sociales nouvelles de 100 Francs chacune, numérotées de 201 à 500.

A la suite de cette augmentation de capital, le capital social d'un montant maintenant de 50 000 Francs, se trouve réparti de la façon suivante :

- à Monsieur SARRAZIN, cent quatre vingt sept parts sociales numérotées de 1 à 75 inclus, et de 201 à 312, représentant un capital de dix huit mille sept cents francs, ci 18 700 F
 - à Monsieur GOUSSE, cent quatre vingt sept parts sociales numérotées de 76 à 150 inclus, et de 313 à 424 inclus, représentant un capital de dix huit mille sept cents francs, ci 18 700 F
 - à Monsieur PARENT, cent vingt six parts sociales numérotées de 151 à 200 inclus, et de 425 à 500 inclus, représentant un capital de douze mille six cents francs, ci 12 600 F
- TOTAL 50 000 F

3. Suivant acte reçu par Me PITEAULT, notaire associé à THOUARS le 13 décembre 1978, Messieurs PARENT, SARRAZIN et GOUSSE, ont cédé à Monsieur Philippe MOUREAU, alors célibataire, savoir :

- Monsieur PARENT, la totalité des parts sociales lui appartenant dans ladite société, soit cent vingt six parts numérotées de 151 à 200 inclus, et de 425 à 500 inclus, ci 126
- Monsieur SARRAZIN, vingt parts sociales numérotées de 51 à 70 inclus, à prendre dans les parts qu'il a acquises de Monsieur BAILLARGEAU, suivant acte reçu par Me PITEAULT, le 10 mars 1978, ci-dessus analysé, ci 20

- Monsieur GOUSSE, vingt parts sociales, numérotées de 76 à 95 inclus, à prendre dans les parts qu'il a acquises de Monsieur BAILLARGEAU, suivant acte reçu par Me Michel PITEAULT, le 10 mars 1978, ci-dessus analysé, ci 20

Ensemble 166

Cette cession a eu lieu moyennant le prix de cent vingt huit mille quatre cent cinquante deux francs (128 452 F) payé comptant s'appliquant savoir :

- Aux parts cédées par Monsieur PARENT, à concurrence de 97 500 F,
- Aux parts cédées par Monsieur SARRAZIN, à concurrence de 15 476 F,
- Aux parts cédées par Monsieur GOUSSE, à concurrence de 15 476 F,

4. Suivant acte reçu par Me Michel PITEAULT, notaire associé à THOUARS le 31 août 1979, Monsieur GOUSSE a cédé à Monsieur SARRAZIN, 83 parts sociales, numérotées de 313 à 395 inclus, lui appartenant dans cette société.

Cette cession a eu lieu moyennant le prix principal de soixante neuf mille six cent trente sept francs (69 637 F) payé comptant.

5. Et suivant acte reçu également par Me Michel PITEAULT, les 31 août et 7 septembre 1979, Monsieur GOUSSE a cédé à Monsieur Philippe MOUREAU, alors célibataire, 84 parts sociales numérotées de 96 à 150 inclus et de 396 à 424 inclus, lui appartenant dans cette société.

Cette cession a eu lieu moyennant le prix principal de soixante dix mille quatre cent soixante seize francs (70 476 F) payé comptant.

6. Suivant acte reçu par Me ALBRESPIY, notaire associé soussigné, le 15 décembre 1986, Monsieur et Madame SARRAZIN, sus-nommés, ont cédé :

- à Monsieur Henri MOUREAU, retraité, et à Madame Germaine Léone COURJAULT, sans profession, son épouse, demeurant à THOUARS, 64 rue Camille Pelletan, soixante deux parts sociales, numérotées de 1 à 50 inclus, 71 à 75 inclus et 201 à 257 inclus, leur appartenant dans ladite société ;
- à Madame Christiane Marie POCHARD, secrétaire, épouse de Monsieur Bernard FRADON, demeurant à SAINT VARENT (79) —15 rue de la Gendarmerie, soixante trois parts sociales numérotées de 208 à 270 inclus, leur appartenant dans ladite société.

La cession consentie aux époux MOUREAU-COURJAULT eut lieu moyennant le prix principal de quatre vingt dix neuf mille deux cents francs (99 200 F) payé comptant et quittancé à l'acte.

La cession consentie à Madame FRADON eut lieu moyennant le prix principal de cent mille huit cents francs (100 800 F) payé comptant et quittancé à l'acte.

7. Suivant acte reçu par Me PITEAULT, notaire associé, le 2 mars 1988, Monsieur SARRAZIN, sus-nommé, a cédé à titre de licitation à Madame SARRAZIN née GOURMAUD, comparant aux présentes de première part, La moitié indivise lui ayant appartenu dans les cent vingt parts sociales numérotées de 271 à 395 inclus dans ladite société.

Cette cession à titre de licitation eut lieu moyennant le prix principal de cent mille francs (100 000 F) payé pour partie comptant et pour partie par compensation.

Il est ici précisé que lesdites parts sociales étaient tombées dans l'indivision SARRAZIN-GOURMAUD par suite de leur divorce prononcé par le Tribunal de Grande Instance de BRESSUIRE, le 27 avril 1987 et qu'originellement lesdites parts sociales constituaient des biens de communauté pour leur valeur.

8. Suivant acte reçu par Me PITEAULT, le 2 mars 1988, Madame SARRAZIN née GOURMAUD a cédé à Monsieur Eric Jean-Louis BONNAUD, ambulancier, et Madame Sylvie Gisèle Christiane COCQUEMPOT, son épouse, demeurant ensemble à THOUARS 124 avenue Emile Zola, les 125 parts sociales lui appartenant numérotées de 271 à 395. Cette cession a eu lieu moyennant le prix de 200 000 Francs payé comptant et quittancé à l'acte.
9. Suivant acte sous seings privés en date à THOUARS du 29 juillet 1996 : Madame Germaine MOUREAU née COURJAULT, représentée par Monsieur Philippe MOUREAU agissant en qualité d'administrateur légal sous contrôle judiciaire des biens de sa mère, a cédé à Monsieur Xavier BURVINGT 62 parts sociales sur les 31 parts acquises en son nom propre et 31 parts reçues lors de la succession de Monsieur Henri MOUREAU, son époux, décédée le 21 janvier 1996, lui appartenant dans la société pour un prix de 200 000 Francs.

Et Madame Christiane FRADON née POCHARD a cédé à Monsieur Xavier BURVINGT 62 parts sociales lui appartenant dans la société pour un prix de 200 000 Francs.

10. Suivant acte sous seings privés en date du 8 juin 1998 :

- Monsieur Philippe MOUREAU a cédé à Monsieur et Madame Eric BONNAUD, cent vingt cinq parts lui appartenant.
- Monsieur Philippe MOUREAU a cédé à Monsieur Stève NORMAND, cent vingt cinq parts lui appartenant
- Madame Christiane FRADON a cédé à Monsieur Jean-Claude BONNAUD, une part lui appartenant
- Monsieur Xavier BURVINGT a cédé à Mademoiselle Christelle GORON cent vingt quatre parts lui appartenant

11. Suivant acte sous seings privés en date du 2 mai 2000 :

- Madame Christelle LACOMA, née GORON a cédé à Monsieur Eric BONNAUD cent vingt quatre parts lui appartenant,
- Monsieur Jean-Claude BONNAUD a cédé à Monsieur Eric BONNAUD une part lui appartenant.

12. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 2 mai 2000, le capital a été augmenté d'une somme de 81 191,40 Francs par incorporation de réserves et ainsi porté à 131 191,40 Francs puis converti à 20 000 Euros divisé en 2 000 parts de 10 Euros chacune.

13. Aux termes de la même délibération, le capital a été réduit de 5 000 Euros pour être ramené à 15 000 Euros par annulation de parts sociales.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à QUINZE MILLE Euros (15 000 €).

Il est divisé en 1 500 parts sociales de 10 Euros chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

Monsieur Eric BONNAUD, à concurrence de MILLE Parts sociales, ci	1 000 parts
---	-------------

Madame Sylvie BONNAUD, à concurrence de CINQ CENTS Parts sociales, ci	<u>500 parts</u>
--	------------------

Total égal au nombre de parts composant le capital social soit MILLE CINQ CENTS parts sociales, ci.....	1 500 parts
--	-------------

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux, intégralement libérées puis réparties entre eux comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie, sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 14 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit

projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté.

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE - ASSOCIE UNIQUE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

En cas de réunion dans une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 16 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 25 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs (762 245,08 euros).

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Fait à THOUARS 14 juin 1976

Certifié Conforme
